

La police de François Hollande est aussi violente que celle de Sarkozy

2 août 2012 / [médical](#) »>Quelques un-es du groupe « médical »



L'événement est passé presque inaperçu, mais une violente répression s'est produite en juin dans un coin reculé de la Manche. Il mérite qu'on s'y arrête : il atteste que, en ce début d'un nouveau quinquennat « *de gauche* », la police est toujours aussi violente.

Retour sur le week-end de résistance à la ligne THT, par quelques un-es du groupe « médical »

Du 22 au 24 juin dernier a eu lieu un week-end de résistance à la

construction de la ligne THT (Très Haute Tension) Cotentin-Maine. Ce week-end s'inscrit dans la continuité de réflexions, d'informations et d'actions collectives menées depuis plusieurs mois. Les deux premiers jours étaient consacrés à des échanges entre locaux et militants-es antinucléaires venus-es d'un peu partout. Le dimanche étant une journée d'action dont la finalité était double, à savoir rendre visible cette résistance, et saboter l'avancée des travaux sur la ligne THT.

Retournons plus précisément sur cette journée :

Deux cortèges sont partis du camp, l'un marchant vers la mairie du Chefresne, l'autre vers les pylônes. Ces deux cortèges étaient totalement solidaires, en lien permanent, et poursuivant la même volonté politique. Au sein de ces deux cortèges nous étions une vingtaine de personnes, toutes antinucléaires, à s'être constitués comme un groupe « *médical* » autogéré en capacité d'assumer les premiers secours. Nous tenons à bien préciser que nous n'étions pas là en tant que prestataires de services, mais bien en tant que personnes participant activement à la construction de la lutte collective contre le nucléaire et son monde.

Au sein même de cette équipe *médic*, nous nous inscrivons dans une perspective politique d'échanges et de transmissions de savoirs et pratiques, rejetant les notions d'experts et de spécification des tâches.

Nous écrivons ce texte afin de faire un constat précis des événements et de dénoncer les violences « *policières* » assumées et préméditées par la préfecture de la Manche qui ont eu lieu ce dimanche 24 juin. Parce que cette journée n'est ni à oublier ni à banaliser, et qu'elle marque une nouvelle fois l'impunité et la monstruosité militaire, il nous semble important que ces constats et ces dénonciations soient diffusés largement aussi bien au cercle antinucléaire, aux professionnels en contact avec les victimes, qu'à n'importe qui ayant à faire aux forces de l'ordre. Cela, à la fois en solidarité avec nos amis-es et à visée

d'auto-médiation.

Les moyens utilisés par la gendarmerie, outre les effectifs évidemment conséquents, étaient tous employés en vue de nuire et de blesser avec une détermination forte, pensée et assumée.

Pour le cortège se dirigeant vers les pylônes THT était déployé un arsenal comprenant des grenades explosives dites assourdissantes ou de désencerclement, des grenades lacrymogènes et des matraques. Les tirs, au lance-grenades ou à la main, étaient sciemment dirigés vers les personnes, arrivant au niveau du visage le plus souvent. Rappelons que les grenades sont mortelles lorsqu'elles sont lancées à tir tendu (pratique interdite par la loi), ce qui était le cas et qui devient une norme.

L'attaque a débuté de façon immédiatement brutale (à environ 200m du camp) avec des blessés-es graves dès la première charge, et n'a pas diminué d'intensité même lors de notre repli vers le camp. Et même lorsque des cordons de sécurité étaient constitués par nous-même autour de nos blessés-es et qu'ils signalaient verbalement aux bleus la situation, les charges et les tirs ont continué exactement avec la même violence.

L'autre cortège a essuyé des tirs de grenades lacrymogènes, sans sommation, au bout d'à peine quelques centaines de mètres de marche, ce qui a entraîné son repli immédiat.

En ce qui concerne les blessés-es :

► une personne a été blessée à l'œil de manière très grave, elle a été transférée d'un hôpital périphérique au CHU de Caen le jour même, sa vision est largement amputée par une hémorragie du vitré et le pronostic est réservé quant à la récupération de son acuité visuelle.

► une personne a subi un traumatisme crânien grave avec atteinte de l'œil

suite à un tir tendu de grenade, il a été opéré le soir même. Il souffre d'une triple fracture du massif facial et la rétine de son œil a été touchée par la violence du choc. Sa vision est également extrêmement altérée de manière irréversible à 1/20^e.

Ces deux personnes ont nécessité une évacuation en urgence. Or la préfecture a volontairement saboté l'arrivée des véhicules médicalisés sur le camp. Les consignes étaient données de bloquer le premier véhicule médicalisé à quelques dizaines de mètres du camp. Une journaliste présente sur les lieux a constaté ce blocage par un cordon de gendarmes, ce qui a certainement permis son lever. Le deuxième a carrément été détourné par la gendarmerie, soit disant pour un de leur blessé.

Ces deux victimes ont donc attendu plus d'une heure trente. Peut-on parler d'autre chose que de cynisme et de sadisme ?

► une autre personne a eu une plaie importante au niveau du front (coup de matraque), ayant nécessité des points de suture.

Les blessés-es restant (environ 20) sont consécutifs aux multiples explosions de grenades assourdissantes et de désencerclement. En explosant des impacts métalliques se logent dans les chairs en profondeur, jusqu'à plusieurs centimètres sous la peau, sectionnant potentiellement nerfs et artères.

Ainsi, 15 éclats ont été constatés (jambe os, genou, vagin, sein, bras) chez une blessée. L'un de ses éclats a carrément sectionné un nerf de l'avant bras. Elle a été transférée vers un autre hôpital et a ensuite dû être opérée de son avant-bras (ce qui signifie qu'on ne lui a pas retiré tous les éclats de son corps). Elle garde des séquelles motrices et sensibles des doigts.

Les autres gardent leurs éclats dans leur corps, ce qui n'est pas sans poser problème, à court comme à long terme.

A noter, le médecin régulateur du SAMU, avec qui nous étions en lien, était harcelé par le chef de cabinet de la préfecture afin de fournir les identités des blessés-es et leur hôpital de destination. Si lui et d'autres soignants-es s'en sont tenu au secret médical, des employés-es de la polyclinique d'Avranches ont sciemment communiqué avec la gendarmerie préférant être indic plutôt que soignant... Chapeau les collabos !

Des policiers étaient également en faction devant certains hôpitaux du coin. Il a aussi été signalé de véritables barrages policiers (en ligne sur la route avec tenue de combat) arrêtant tous les véhicules et contrôlant les identités. Et ils ont même été jusqu'à surveiller l'entrée du CHU de Caen où deux fourgonnettes et « une ligne » de gardes mobiles attendaient sur la voie d'accès. La répression prime clairement sur l'assistance.

Enfin, malgré la solidarité entre nous tous, le sentiment d'effroi laisse, pour certains-es d'entre nous, des marques dans nos psychés qui mettront du temps à cicatriser... Marques façonnant, mais n'effaçant rien de notre désir de révolte.

Notre propos n'est pas « *de pleurer sur notre sort* » car nous savions dans quoi nous nous impliquions. Nous ne sommes pas dupes, la France est un État policier qui montre son vrai visage quand on s'attaque à ses piliers fondateurs, notamment l'industrie nucléaire. Certes cela n'est pas nouveau, mais mérite d'être rappelé sans cesse. L'Etat ne supporte pas sa contestation, et avoir du sang sur les mains ne lui fait pas peur. Et ce texte a pour but d'informer, encore et toujours, que la violence étatique n'est pas que symbolique, mais s'incarne aussi dans le corps de nos compagnes et compagnons touchés-s.

Quelques un-e-s du groupe « médical »

Contact : mediccaen (at) riseup.net

Infos sur la lutte anti-THT : - www.percysoustension.fr

.....



Pour compléter ce témoignage, voici le compte-rendu de la journée par l'AFP :

Affrontements entre opposants aux lignes à très haute tension et gendarmes

Les heurts se sont déroulés pendant à peine une heure aux abords du « *camp de résistance* », des tentes montées dans un champ avec l'accord de son propriétaire depuis jeudi soir [21 juin] et qui a rassemblé jusqu'à 300 militants selon la police, 600 selon les militants.

Un endroit interdit aux médias par les militants aux abords duquel dimanche matin [24 juin], ils ont affronté les forces de l'ordre dans le brouillard, sous une pluie parfois battante, alors que des détonations retentissaient dans la vallée parsemée de pylônes en construction.

Un petit groupe de militants remontés contre la presse, équipés de masques à oxygène, a posé aux abords du camp un barrage sur une route communale parsemée de clous, avec des barbelés et de lourds rondins de bois, avant que des affrontements n'y surviennent.

En fin de matinée un militant a été évacué par les pompiers, sur un brancard, un bandeau blanc avec une tache rouge sur la tête, a constaté une journaliste de l'AFP.

« *Il s'agit d'un militant d'une vingtaine d'année qui a été blessé à l'oeil, alors que les forces de l'ordre répondaient aux agressions des manifestants par tirs de gaz lacrymogène et de flashball* », expliquera plus tard à l'AFP la sous-préfète de Coutances, Anne Frackowiak-Jacobs.

Les jours du militant ne sont pas en danger, selon la préfecture.

Outre ce blessé, la préfecture a recensé un autre blessé chez les manifestants, une jeune femme de 23 ans incommodée par les gaz lacrymogène, et quatre blessés légers chez les gendarmes dont deux ont été hospitalisés pour des « *radios* » à la main « *après y avoir reçu des coups* ».

« **Traités presque comme des terroristes** »

Les forces de l'ordre ont « *chargé alors qu'aucune infraction n'avait été commise* », a assuré de son côté l'avocat des anti-THT, M^e Gervais Marie-Doutressoulle, qui lui a compté « *six blessés dont deux sérieux* » chez les manifestants.

Selon le porte-parole des militants anti-THT, l'un de ces blessés a été transféré au CHU de Caen pour y être opéré à la tête.

Un seul manifestant a été placé en garde à vue « *après avoir jeté un fumigène sur un gendarme* », selon la préfecture. Les militants ont commencé à quitter les lieux en milieu d'après-midi.

La ligne THT Cotentin-Maine doit acheminer sur 163 km l'électricité du polémique nouveau réacteur nucléaire EPR en construction à Flamanville dans le nord de la Manche. Pendant que certains s'affrontaient sur le barrage dimanche matin, une centaine de personnes ont ainsi défilé dans les environs du site avec des slogans antinucléaires.

La députée EELV Isabelle Attard est venue sur place dans l'après-midi dénoncer un « *harcèlement* » ces derniers mois des opposants à la THT « *traités presque comme des terroristes* » par l'Etat.

Elle y a plaidé pour le lancement d'une étude épidémiologique sur les effets des THT sur la santé, déjà réclamée par les collectivités locales de droite comme de gauche.

Plusieurs études ont mis en évidence une « *corrélation statistique* » entre la survenue de

leucémies infantiles et le fait de vivre près d'une THT, mais le lien n'a jamais été scientifiquement prouvé.

Sources :

▶ Témoignage : Courriel à *Reporterre*

▶ AFP : *l'express*

Photo : *Libération*

Lire aussi : *Croissance à la matraque*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-police-de-Francois-Hollande-est>